

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, normalement, je devrais avoir ces renseignements avant la période de questions de deux heures, mais comme nous sommes vendredi matin, je ne les obtiendrai que plus tard dans la journée. Tout ce que je puis dire, c'est qu'on rapporte en général que la situation s'améliore, mais qu'on éprouve encore des difficultés en raison des conditions atmosphériques.

L'ABANDON PAR LE CP DE LA RESPONSABILITÉ DE
L'ENTRETIEN DE LA VOIE FERRÉE PRÈS DES
ÉLÉVATEURS

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question supplémentaire et demander au ministre des Transports s'il a enquêté ou s'il va enquêter sur le fait que le CP n'assume plus la responsabilité de l'entretien des voies ferrées près des élévateurs, c'est-à-dire sur les voies d'évitement où les élévateurs sont situés, étant donné que la société ne maintient plus d'équipes de cantonniers à intervalles réguliers?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire, c'est que je m'occuperai volontiers de la question.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous reviendrons à cet intéressant sujet dans quelques instants; la présidence accorde maintenant la parole au député de Compton.

* * *

LES FINANCES

LE RETRAIT PARTIEL DU GOUVERNEMENT DU DOMAINE
DE LA TAXATION

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que le gouvernement cédera probablement certains avantages fiscaux aux provinces, comme les allocations familiales, dans le cas du Québec par exemple, le très honorable premier ministre nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de se retirer également du domaine de la taxation dans une mesure comparable?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, voilà une question très complexe. Je pourrais simplement dire que si le gouvernement fédéral se retirait de ces domaines, cela empêcherait les provinces moins favorisées de jouir des bénéfices dont elles jouissent actuellement, de sorte que la sécurité sociale dans les provinces riches serait excellente, alors que les provinces moins favorisées, comme le Québec, par exemple, ne

[M. Murta.]

pourraient pas avoir un système de sécurité sociale équivalent à celui des autres provinces.

* * *

LA POLLUTION

LA RIVIÈRE SASKATCHEWAN—LES POURPARLERS AVEC
LE GOUVERNEMENT MANITOBAIN

[Traduction]

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Les négociations entre son ministère et les autorités provinciales du Manitoba sur la pollution de la rivière Saskatchewan résultant des effluents de l'usine de produits forestiers à Le Pas (Manitoba) se poursuivent-elles et le cas échéant, où en sont-elles?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, nous sommes en relations étroites avec le gouvernement manitobain au sujet des installations nécessaires à l'épuration des effluents de la Churchill Forest Products Mill. Le gouvernement du Manitoba sait que l'usine est nécessaire à la dépollution. L'usine coûte cher. Il faudra du temps avant que la province puisse la financer.

* * *

LES PÊCHES

L'ESPADON—LES NÉGOCIATIONS AVEC WASHINGTON AU
SUJET DU MARCHÉ

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre de l'Environnement qui est aussi ministre des Pêches. C'est la même que le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures s'est engagé à examiner plus tôt cette semaine. Des négociations actives sont-elles en cours avec le gouvernement américain au sujet de la réadmission dans ce pays des prises canadiennes d'espadon et si oui, son personnel prend-il part aux entretiens?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, il y a eu de fréquentes discussions. Nos fonctionnaires y prenaient part. La Direction des aliments et drogues des États-Unis est toutefois inflexible. Sa norme pour les poissons est une demi-partie de mercure par million. Elle ne laisse entrer aux États-Unis aucune expédition de poisson d'aucun pays, qui dépasse ce niveau.

M. McCleave: J'ai une très brève question supplémentaire à poser. Le service du ministre persistera-t-il à rechercher des formules pour continuer le dialogue sur ce sujet très important?

L'hon. M. Davis: En effet, et je pourrais ajouter que nous essayons toujours de convaincre les responsables de la santé dans le monde qu'une concentration d'un demi-millionième de mercure dans le poisson n'est pas nocive et qu'elle peut aller jusqu'à un millionième.